

Considérant qu'il est nécessaire de se conformer sans retard à la Directive 1999/53/CE de la Commission du 26 mai 1999 modifiant l'annexe III de la Directive 77/93/CEE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe III, partie B, de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, les points 2 et 3 sont supprimés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 1999.

H. VAN ROMPUY

Overwegende dat het noodzakelijk is zich onverwijld te schikken naar de Richtlijn 1999/53/EG van de Commissie van 26 mei 1999 tot wijziging van bijlage III bij Richtlijn 77/93/EEG van de Raad betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen en de verspreiding in de Gemeenschap van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage III, deel B, van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, worden de punten 2 en 3 geschrapt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 1999.

H. VAN ROMPUY

F. 99 — 3299 (99 — 1621)

[C — 99/16267]

7 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel portant instauration d'un régime d'aides en faveur des exploitants agricoles qui s'engagent à introduire ou à maintenir la méthode de production intégrée pour fruits à pépins. — Errata

Au *Moniteur belge* du 3 juin 1999, p. 20128, il y a lieu de lire :

- dans le texte néerlandais de l'article 7, 1ère ligne : « in artikel 4, 4de paragraaf » au lieu de « in artikel 4, 3de paragraaf ».

- dans le texte français de l'article 7, 1ère ligne : « à l'article 4, 4ème paragraphe » au lieu de « à l'article 4, 3ème paragraphe ».

N. 99 — 3299 (99 — 1621)

[C — 99/16267]

7 APRIL 1999. — Ministerieel besluit houdende de invoering van een steunregeling voor agrarische bedrijfshoofden die zich ertoe verbinden om de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit in te voeren of verder toe te passen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 juni 1999, blz. 20128, moet worden gelezen;

- in de Nederlandse tekst van artikel 7, 1e lijn : « in artikel 4, 4de paragraaf » i.p.v. « in artikel 4, 3de paragraaf ».

- in de Franse tekst van artikel 7, 1e lijn : « à l'article 4, 4ème paragraphe » i.p.v. « à l'article 4, 3ème paragraphe ».

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 99 — 3300

[C — 99/22918]

17 AOUT 1999. — Arrêté royal relatif à l'ouverture d'une pharmacie dans la zone de transit du bâtiment de l'aéroport de Bruxelles-National

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6bis, § 2, inséré par la loi du 21 juin 1983;

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 4, § 3bis, inséré par la loi du 25 janvier 1999;

Vu l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation, notamment l'article 48, inséré par l'arrêté royal du 29 janvier 1987;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la pharmacie : l'officine pharmaceutique établie dans la zone de transit du bâtiment de l'aéroport de Bruxelles-National;

2° la zone de transit : la zone située après les postes de contrôle des cartes d'embarquement et qui n'est accessible qu'aux passagers et au personnel qui y travaille;

3° B.I.A.C. : la société anonyme de droit public "Brussels International Airport Company" chargée, conformément à l'article 179 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, de la gestion et de l'exploitation de l'aéroport de Bruxelles National;

4° le Ministre : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 99 — 3300

[C — 99/22918]

17 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit betreffende de opening van een apotheek in de transitzone van het luchthavengebouw te Brussel-Nationaal

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6bis, § 2, ingevoegd bij de wet van 21 juni 1983;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 4, § 3bis, ingevoegd bij de wet van 25 januari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 48, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1987;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 mei 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de apotheek : de apotheek in de transitzone van het luchthavengebouw te Brussel-Nationaal;

2° de transitzone : de zone die zich bevindt na de instapkaartcontroleposten en die enkel bereikbaar is voor de passagiers en het aldaar werkzame personeel;

3° B.I.A.C. : de naamloze vennootschap van publiek recht "Brussels International Airport Company", overeenkomstig art. 179 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven belast met het beheer en de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal;

4° de Minister : de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

CHAPITRE 2. — *Procédure*

Art. 2. La demande d'autorisation d'ouverture, ou de transfert, de la pharmacie est adressée par B.I.A.C., par lettre recommandée, au Ministre qui a la santé publique dans ses attributions, au moyen d'un formulaire délivré à cet effet par l'Inspection générale de la Pharmacie.

A ce formulaire seront au moins annexés les documents suivants :

1° une copie légale des statuts complets de B.I.A.C. et éventuellement la décision d'attribution de la procuration au mandataire qui introduit la demande;

2° un plan détaillé à l'échelle sur lequel le demandeur indique précisément :

— le lieu d'établissement exact de la pharmacie;

— le lieu d'établissement actuel et futur, dans le cas d'une demande de transfert de la pharmacie;

3° un projet de l'équipement prévu, en rapport avec la profession de pharmacien, ainsi que de l'effectif du personnel.

Le Ministre peut demander des informations plus complètes ou ordonner des mesures d'instruction complémentaires avant de prendre une décision.

Le Ministre prend sa décision motivée dans les trente jours après avoir été mis en possession d'un dossier complet.

Art. 3. Au cas où l'aménagement du bâtiment de l'aéroport serait modifié pour des raisons opérationnelles ou légales, ou pour satisfaire aux obligations internationales, la pharmacie peut être transférée selon la procédure prévue à l'article 2, pour autant qu'elle reste dans la zone de transit.

Art. 4. § 1^{er}. B.I.A.C. informe le Ministre de l'ouverture effective de la pharmacie, dans les huit jours après l'ouverture, par lettre recommandée, sur formulaires délivrées par l'Inspection générale de la Pharmacie.

§ 2. B.I.A.C. communique au Ministre, par lettre recommandée, la liste des personnes employées dans l'officine, au service de B.I.A.C., notamment l'identité :

1° du pharmacien-titulaire;

2° du (des) pharmacien(s) adjoint(s);

3° de l'(des) assistant(s) en pharmacie.

§ 3. Toute modification des données visées au § 2 doit être communiquée au plus tard soixante jours après la modification, selon la procédure visée au § 1^{er}.

CHAPITRE 3. — *Conditions et modalités*

Art. 5. La pharmacie destinée aux passagers est, en principe, ouverte de 6 à 21 heures, tous les jours de l'année.

Les heures d'ouverture peuvent, le cas échéant, être adaptées par B.I.A.C. aux besoins opérationnels, aux obligations internationales ou en fonction des services à rendre aux passagers.

B.I.A.C. informe le Ministre, par lettre recommandée, des heures d'ouverture modifiées, dans les huit jours suivant la modification.

Art. 6. La pharmacie doit toujours disposer d'une documentation étendue, notamment au sujet des médicaments disponibles sur le marché international.

Art. 7. L'article 48bis de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation, abrogé par l'arrêté royal du 20 décembre 1989, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Par dérogation à l'article 48, le pharmacien d'officine de la pharmacie située dans la zone de transit du bâtiment de l'aéroport à Bruxelles-National peut importer et détenir un médicament à usage humain, en quantités réduites lorsqu'il n'existe pas sur le marché de médicament ayant une composition identique en principes actifs ou sous la forme pharmaceutique ».

Art. 8. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 17 août 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. AELVOET

HOOFDSTUK 2. — *Procedure*

Art. 2. De aanvraag tot vergunning voor de opening, of voor de overbrenging, van de apotheek, wordt door B.I.A.C., bij aangetekende brief, gestuurd aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, op een formulier dat daartoe door de Algemene Farmaceutische Inspectie wordt afgeleverd.

Bij dit formulier worden ten minste de volgende documenten gevoegd :

1° een wettelijk afschrift van de volledige statuten van B.I.A.C. en eventueel de beslissing van volmacht aan de gemachtigde indiener van de aanvraag;

2° een gedetailleerd plan op schaal waarop de aanvrager nauwkeurig aanduidt :

— de exacte vestigingsplaats van de apotheek;

— de exacte huidige en de toekomstige vestigingsplaats, in het geval van een aanvraag tot overbrenging van de apotheek;

3° een ontwerp van de geplande uitrusting, verband houdend met het apothekersberoep, alsmede van de personeelsbezetting.

De Minister kan aanvullende informatie opvragen of bijkomende onderzoeksmaatregelen bevelen, alvorens een beslissing te nemen.

De Minister neemt zijn gemotiveerde beslissing binnen de dertig dagen nadat hij in het bezit is gesteld van een volledig dossier.

Art. 3. In het geval dat, om operationele of wettelijke redenen, de indeling van het luchthavengebouw wordt gewijzigd, alsook om te voldoen aan internationale verplichtingen, kan de apotheek worden overgebracht volgens de procedure voorzien in artikel 2, voor zover de apotheek binnen de transitzone blijft.

Art. 4. § 1. Bij de effectieve opening van de apotheek stelt B.I.A.C. binnen acht dagen na de opening, de Minister daarvan bij aangetekend schrijven in kennis op formulieren die daartoe door de Algemene Farmaceutische Inspectie worden afgeleverd.

§ 2. B.I.A.C. deelt, bij aangetekend schrijven, de lijst van de in de apotheek tewerkgestelde personen, in dienst van B.I.A.C., mee aan de Minister, namelijk de identiteit van :

1° de apotheker-titularis;

2° de adjunct-apotheker(s);

3° de apothekersassistent(en).

§ 3. Elke wijziging aan de in § 2 bedoelde gegevens dient, ten laatste zestig dagen na de wijziging, te worden gemeld volgens de procedure vermeld in §1.

HOOFDSTUK 3. — *Voorwaarden en modaliteiten*

Art. 5. De apotheek, ten behoeve van de passagiers, is in principe geopend van 6 tot 21 uur, elke dag van het jaar.

Indien noodzakelijk kunnen deze openingsuren door B.I.A.C. worden aangepast aan de operationele noden, aan internationaal opgelegde verplichtingen of in functie van de dienstverlening aan de passagiers.

Van deze gewijzigde openingsuren wordt de Minister, bij aangetekend schrijven op de hoogte gesteld door B.I.A.C., binnen de acht dagen na de wijziging.

Art. 6. De apotheek dient steeds te beschikken over een uitgebreide documentatie, inzonderheid over internationaal op de markt zijnde geneesmiddelen.

Art. 7. Artikel 48bis van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen, opgeheven bij het koninklijk besluit van 20 december 1989, wordt hersteld in de volgende lezing :

« In afwijking van artikel 48 mag de officina-apotheker van de apotheek in de transitzone van het luchthavengebouw te Brussel-Nationaal, een niet geregistreerd geneesmiddel voor menselijk gebruik invoeren en houden, in een beperkte hoeveelheid, wanneer geen geneesmiddel met identieke samenstelling in actieve bestanddelen of onder de voorgeschreven farmaceutische vorm op de markt aanwezig is ».

Art. 8. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 17 augustus 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. AELVOET